



Les États-Unis d'Europe

par Charles Maurras 2/2

Voici une autre occasion de vérifier la pérennité d'une pensée issue d'un empirisme organisateur, qui, dans les domaines d'applications des principes, met la perfection à la fin des choses. En se confrontant aux réalités, la pensée s'affirme et s'affine, elle devient sûre.

Mettre la perfection au début est le propre des pratiques issues idéologies, c'est aussi la meilleure façon de se tromper et de persévérer dans ses erreurs. B.P.

1 - 12 novembre 1928. La Ligue des Droits de l'Homme et le rattachement de l'Autriche à l'Allemagne

Il est bon de lire et de relire la page qui suit. Il est meilleur de la conserver, si, comme nous le pensons, ce communiqué monstrueux de l'Agence Radio est absolument authentique :

La Ligue des Droits de l'Homme,

Attendu que, de tout temps, elle a considéré le droit à la libre disposition des peuples par eux-mêmes comme la stricte application des droits de l'homme aux droits des peuples ;

Que le vœu de l'immense majorité des Autrichiens semble aller vers une union avec l'Allemagne ;

Que, d'ailleurs, l'article 80 du traité de paix statue que l'indépendance de l'Autriche est inaliénable « si ce n'est du consentement du Conseil de la Société des Nations », ce qui veut dire qu'il est loisible à l'Autriche de demander à ce Conseil de la relever de son engagement ;

Que, partant, c'est à l'Autriche, et à l'Autriche seule, de réclamer, quand elle le jugera à propos, son rattachement au Reich ;

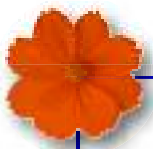
Considérant, d'autre part, que le droit des peuples à la libre disposition par eux-mêmes, pour absolu qu'il nous paraisse, peut cependant se heurter à un droit supérieur qui est celui, pour tous les peuples, de ne, pas laisser mettre en péril la paix ;

La Ligue reconnaît hautement le droit de l'Autriche à demander son rattachement à l'Allemagne ;

Proteste contre les menaces opposées aux revendications autrichiennes par les grandes puissances et les voisins de l'Autriche ;

Signale les inutiles dangers des manifestations rattachistes qui, dans l'état présent de l'Europe, ne peuvent que surexciter les passions nationalistes et compromettre la paix sans profit pour le rattachement ;

Invite tous les amis de la paix et du droit à travailler plus énergiquement à la constitution de ces États-Unis d'Europe qui permettraient la réparation pacifique de toutes les injustices



et de toutes les erreurs des traités de paix, et qui, faisant de l'Europe un grand État confédéré, résoudraient, en même temps que le problème autrichien, tous les problèmes laissés ouverts par la guerre et par l'après-guerre.

Inutile de nous arrêter aux rêves insensés exposés dans les derniers paragraphes de ce communiqué. Les États-Unis d'Europe naîtront, comme ceux de Suisse ou d'Amérique, le jour où les États européens auront à se défendre d'un commun ennemi, comparable à Albert d'Autriche ou à George d'Angleterre. Les fédérations sont le fruit naturel des communautés de péril, à moins de résulter d'un effort de rassemblement territorial tel que celui des rois de France ou des tsars de Russie. Hors de ces deux cas historiques, le désir de la paix, l'appétit du droit, parmi les nationalismes effrénés qui sont en présence, joueront fatalement un rôle de boute-feu. Il commencera par sortir de ces aspirations la pire des excitations guerrières et, le jour des perturbations matérielles venu, il ne faudra pas s'étonner que le plus fort noyau ethnique et linguistique de l'Europe, *qui est allemand*, veuille exercer dans l'unification européenne la même magistrature qu'exerça *le noyau prussien dans l'unification allemande*.

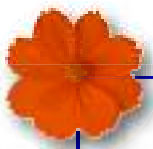
Le premier effort prussianisa l'Allemagne, le second menacerait de germaniser l'Europe, car l'Allemagne compte, au Nord, au Sud, à l'Est, plus de vassaux et plus de clients qu'on ne croit. On les voit, on les nomme par leur nom en Lithuanie — il est beaucoup d'autres pays où l'action germaniste, pour être plus discrète, n'est pas moins profonde et puissante, vivace et efficace.

Laissons ce mauvais rêve, simple et hon-

teux prêle-nom d'un dessein de germanisation de l'Europe, tenons-nous en à l'ordre du jour qu'on vient de lire, qui prélude à une politique de convulsions et qui nous ramène au moyen âge quand il demande d'autoriser les Viennois à se rattacher à Berlin, à grossir de sept millions les soixante de l'Allemagne et à constituer, sur les positions les plus favorables, aux portes de l'Orient, les plus formidables avant-gardes de Hindenburg et de Ludendorff.

Quel droit, quelle justice, quelle raison invoquent les mauvais Français, les Français stupides qui ont signé cet ordre du jour sanguinaire? Sur quoi se fondent-ils pour fournir à l'Allemagne un si puissant engin d'agression et d'invasion? Comment préparent-ils un carnage nouveau de deux ou trois millions de Français? Ils invoquent l'idéologie romantique. Ils s'appuient sur les Nuées du dix-neuvième siècle. *Ils traduisent de l'américanisme wilsonien ce que des professeurs d'Amérique ont traduit de Hugo et de Michelet*. Ces Nuées, périmées en France, nous reviennent avec un exotique barbouillage qui ne les a pas améliorées, car toutes ces sottises, car toutes ces folies restent justiciables de ces deux préalables arguments *ad homines*:

Avez-vous respecté, vous autres Américains, LE DROIT DE LA LIBRE DISPOSITION DES PEUPLES PAR EUX-MÊMES quand onze de vos États quittèrent votre Fédération et firent sécession en 1861? Vous avez lutté quatre ans entiers pour les faire rentrer dans ce que vous appeliez le devoir (quel devoir?); et si la tentative se renouvelait, vous recommenceriez.



Et vous, jacobins français, avez-vous respecté les tentatives de contre-révolution ou de révolution fédéraliste qui, dans l'Ouest, dans le Midi, à Lyon, en 1793, 1794, 1795, n'ont cessé d'affirmer la résistance des libertés des hommes, leur volonté de DISPOSER D'EUX-MÊMES en dehors de vos dogmes, en dehors de vos lois? Le fédéralisme est resté en horreur à tous les républicains. Leur reproche de séparatisme joue et joue ferme contre les demandes de décentralisation alsacienne.

Ni en France ni en Amérique, il n'y a personne pour croire à la nuée de Wilson. C'est un simple brandon de guerre jeté sur notre continent. C'est, purement, une manœuvre contre la sécurité de la France et, sans doute, de l'Italie.

La Ligue des Droits de l'Homme est une vieille connaissance. [...*passage censuré comme étant « politiquement incorrect »*...] : il n'est point de manœuvre antipatriote dont nous la jugions incapable.

{Dans l'Action Française du 15 décembre 1928 sous le titre PEUPLES ET ETATS, Maurras commente une déclaration du chancelier allemand Muller. Notons bien que fin 1928, on ne parle pas encore de Hitler...} (N.D.L.R.)

2 - Peuples et États

Il n'y a pas de peuple autrichien. Il n'y a que des sujets allemands et autrichiens, vient de déclarer le chancelier allemand Muller dans son dernier discours.

Quand on aura lu et relu cette phrase, il faudra en mesurer le sens, la portée et les conséquences.

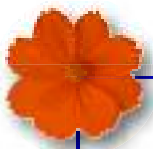
S'il n'y a pas de peuple autrichien, c'est

qu'il ne faut pas distinguer entre peuple allemand et peuple autrichien, et que, d'après Muller, ces peuples n'en font qu'un. Et ces peuples n'en font qu'un parce qu'ils parlent allemand l'un et l'autre. Les traits nationaux sont fort différents, parfois heurtés, parfois même contradictoires entre les habitants de Vienne et ceux de Berlin.

Les mêmes remarques peuvent être faites, à la vérité, entre d'autres rameaux de la race allemande. Le Saxon n'est pas le Bavarois, qui n'est pas le Rhénan, qui n'est pas le Prussien. Mais tout cela parle allemand. Tout cela forme un même peuple., On l'a fait admettre à beaucoup de nigauds de langue française qui n'ont rien compris, à la guerre ni à la paix. Le même raisonnement s'applique à Vienne: Autrichiens et Allemands sont des sujets d'États distincts; mais dans le fond le même peuple, et le chancelier allemand veille sur cette distinction comme le Dragon sur la Toison d'or.

Elle est toute en or, en effet. Elle est riche de conséquences précieuses. Car, si l'Europe se laisse faire, si la France continue d'être conduite par des niquedouilles ignorants comme Briand; si, dis-je, le monde admet cette distinction, celle-ci servira à bien d'autres fins que la réunion de l'Autriche 1

Certes Vienne, certes le Danube représentent un beau butin, et de magnifiques portes ouvertes sur l'Orient et la Méditerranée. Mais la grande Allemagne peut s'agrandir encore de maint autre côté en vertu du même système juridique et politique. Par exemple, la Suisse alémanique, pour ne pas la nommer! Il y a là, certes, des « sujets » d'un État qui n'est point l'Allemagne. Mais ils sont les



membres du peuple allemand, ils appartiennent à l'esprit, au cœur, à la chair, à la langue matérielle et spirituelle du peuple allemand, Soumis à des juridictions politiques diverses, ce peuple est un; son unité peut et doit être reconnue un jour ou l'autre, qu'on le veuille ou non, dès que l'on a admis le principe du chancelier Muller, membre de la social-démocratie, adhérent à la IIe Internationale, mais digne successeur de Bismarck.

La langue allemande n'est pas parlée seulement en Suisse. Il y a l'Alsace, quelques cantons de Lorraine, les pays baltes. Il y a la nombreuse minorité allemande de Bohême et des petits cantons allemands de l'Italie. Il y a celle de Pologne. Il y a les enclaves allemandes de la Roumanie nouvelle. Tout cela peut faire beaucoup de monde, le cas échéant. Beaucoup de monde à réclamer, et, moyennant une propagande convenablement dotée, beaucoup de monde à alerter, à remuer, à fanatiser. Au total pas mal d'États européens à démoraliser pour les mieux démantibuler.

Encore ne parlons-nous que de langue allemande proprement dite.

Mais où l'allemand s'arrête-t-il pour les Allemands?

Il est de fait que le flamand et le néerlandais sont classés comme dialectes du bas-allemand, dont la langue parlée à Londres, à New-York et à San-Francisco n'est elle-même qu'une sous-variété: voyez-vous où peut s'arrêter le peuple élu? Nulle part!

Si les langues scandinaves ne sont pas un tronc supérieur du préallemand, que sont-elles, je vous en prie? Là encore, la distinction du bismarckien Muller doit être posée.

« Sujets » distincts tant qu'on voudra, mais non « peuples » distincts. Ceux-ci sont faits pour s'agglomérer et s'unir, pense-t-il.

Le terrible n'est pas qu'il le pense, mais que si peu de monde, en France et en Europe ait pris. L'élémentaire précaution de penser contre lui.

3 - 20 décembre 1928. Prévisions

En Europe, les choses se passent assez exactement comme il y a la bagatelle de quinze cents ans.

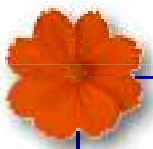
La redoutable poussée orientale, que l'art et la science politiques de l'Occident se sont toujours efforcés de barrer, comme en témoignent les deux Histoires de la Hongrie et de la Pologne, cette poussée paraît devoir se renouveler à très brève échéance, du simple fait de l'agonie des Soviets. Toute bête mourante est dangereuse. La Révolution menacée songe à la guerre,

De beaucoup d'indices convergents, on peut légitimement inférer que les saisons prochaines apporteront quelque chose de dur à la Pologne et à la Roumanie. Les hordes moscovites recommenceront à déferler contre les barrières.

À ce double mouvement, deux questions, correspondent: — Que fera l'Allemagne? Que feront les Français?

Si les Français ne bougent pas, et quand le double obstacle polonais et roumain aura été emporté, que deviendront les autres vestiges du traité de Versailles: après la Pologne, après la Roumanie, que pèsera la Tchécoslovaquie et, sur la ligne d'invasion toute proche, la Yougoslavie?

L'habituelle coalition de Cosaques et de Uhlans, celle que l'on peut dater d'Attila, se



sera reformée au milieu de l'Europe. Pour n'avoir pas voulu s'armer à temps, que péseront et que vaudront alors les Français? Quelle liberté de mouvements leur sera laissée?

Mais si les Français bougent, s'ils comprennent qu'il faut bouger, l'Allemagne bougera aussi.

Songons à notre politique intérieure. Ayons une politique intérieure forte. Il est encore temps. Il n'est, hélas! que temps.

4 - août 1931

L'Angleterre, l'Europe et la France

[Le ministère travailliste Ramsay MacDonald, par sa politique de gaspillage, venait d'amener l'Angleterre à la ruine. La dure crise financière qui éclata en 1931 mit en lumière la faillite de l'État socialiste.]

Politiquement, la plus coupable des nations semble commencer à payer enfin ses torts, les torts qu'elle s'est faits et les torts qu'elle a faits aux autres. Je veux parler de l'Angleterre. Elle expie, depuis la guerre, la subversion (purement économique il est vrai) qui l'a conduite à se spécialiser dans le commerce et l'industrie au détriment d'une agriculture sacrifiée.

Cette erreur séculaire, qui l'a enrichie, la ruine. Mais la crise économique et financière par laquelle cette ruine s'accuse et s'aggrave détermine aussi une crise politique où le débat des trois partis travaillistes, libéraux et conservateurs, est compliqué d'une querelle ardente au sein du travaillisme même: querelle où les vénérables Unions de Métier, lentement corrompues par mille causes dont beaucoup sont politiques, entrent en lutte directe avec le parti socialiste

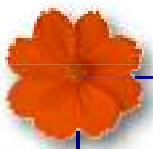
composé du travaillisme proprement dit... Et ce sont les travaillistes, qui font en ce moment figure de sages! Et c'est le vieux syndicalisme ouvrier, abusivement qualifié de corporatif, qui exprime le plus de déraison et d'esprit révolutionnaire! Les hommes de mon âge auraient lieu de marquer ici beaucoup d'étonnement s'ils avaient cru à tous les éloges qu'on leur faisait jadis de ces fameuses Trade-Unions.

Quelques-uns étaient pourtant mérités.

Une belle étude de Philippe VII, comte de Paris, reste le monument durable de tout ce que l'esprit conservateur et pratique de la vieille Angleterre avait accumulé de capitalisme sage et de traditionnisme prévoyant dans ces vastes Lignes ouvrières.

Je crois fermement, pour ma part, que le système politique défectueux du parlementarisme anglais a été l'un des principaux agents de cette décadence ou plutôt de cette détérioration professionnelle. Quand la puissance économique d'un grand et légitime intérêt particulier est doublée d'une puissance politique dénuée de contrepoids et de freins suffisants, telle que la donne un suffrage politique quasi souverain, on peut prévoir le mal et le pire.

Si l'Angleterre a eu la sagesse de se conserver plusieurs des grandes prérogatives de la Monarchie, elle a été pourtant la première en Europe qui ait pratiqué et surtout professé, formulé, théorisé la confusion funeste de la Représentation et du Gouvernement. Plus les Unions de métiers étaient puissantes, plus les organisations et les représentations du Commerce et de l'Industrie britanniques étaient florissantes, et plus il im-



portait, dès lors, de tenir ces délégations d'intérêts particuliers très strictement distinctes de l'organe de l'intérêt général, de l'État.

Or, elles composent une très grande part de l'État anglais. C'est miracle qu'elles ne l'aient pas troublé plus profondément. De bons observateurs l'avaient redouté et *prédit*. Leurs craintes prophétiques se vérifient pour l'ahurissement providentiel des nigauds.

L'île, la forêt, le jardin.

Mais nous ne sommes pas de ceux que puisse réjouir ni l'abaissement, ni la ruine de l'Angleterre. Si telle sanction des faits est juste et utile; si la nation qui a été la Mère des Parlements et a commis ainsi une grande faute contre elle-même et contre ses imitatrices nous paraît légitimement châtiée, ce châtiment, trop dur ou trop complet, serait une grande calamité. Sans croire le moins du monde à la primauté de la civilisation britannique, tant de barbaries ou plutôt de sauvageries pures menacent le monde que nous devons croire et croyons fermement à la possibilité d'une union défensive avec ce grand peuple. Cette union est nécessaire. Faute de cette union, des biens immenses seraient menacés et compromis. Les plus grosses erreurs politiques, faites à Londres ou à Paris, ne diminuent point cette loi. Le germanisme de beaucoup d'Anglais peut passer: leur commun et profond intérêt vital antigermanique ne passera point; même il s'accroît, et la force des choses peut et doit le rendre de nouveau conscient. Le peuple de la grande île ne peut manquer de sentir tôt ou tard ce qui se prépare contre elle dans les profondeurs de la Forêt boche.

Cela dit, il importe de réveiller notre esprit public et d'attirer la plénitude de l'attention sur un objet plus haut et plus intéressant pour lui, qui est la France. Les spéculations politiques dont nos feuilles sont encombrées partent à peu près toutes d'un même banc de nuages qu'elles nomment l'Europe. Il n'y a qu'un malheur.

L'Europe, expression géographique, n'est douée d'aucune existence politique ni économique. Est-ce que l'Angleterre est un État européen? Est-ce que cette vaste Communauté sur laquelle le soleil ne se couche point et qui subsiste par la réaction de Calcutta, de Melbourne, du Caire et du Cap sur Londres et vice versa, est-ce que cette communauté est un État européen? Dans le reste de l'Europe continentale, si l'on relève des solidarités d'intérêt certaines (mais qui n'excluent pas plus les belliqueuses rivalités que l'antique et fameuse «solidarité du lion et de la gazelle»), où est, je ne dis pas l'identité, l'égalité des intérêts, mais leur simple fraternité?

Cela ne veut point dire qu'il ne faille pas s'occuper de l'état de ces intérêts, ni de leurs réactions, ou qu'il faille refuser de s'informer et de voir, de revoir et de surveiller, mais cela signifie qu'il importe d'abord de «cultiver notre Jardin» et que nous serons d'autant plus à même de ravitailler nos amis que nous aurons su y faire de fructueuses récoltes. Toutes les sottises débitées par nos gens de lettres habillés en Messie n'empêcheront pas cet heureux phénomène que nous sommes restés un peuple à demi paysan. Notre paysannerie nous a sauvés pendant la guerre. C'est à elle que nous devons aussi le salut dans la paix.